



**Arles se livre : une manifestation sur papier glacé...
et glaçant !
Que restera-t-il des services publics ?**

« La fête du bonheur de lire » est une belle idée et espérons qu'elle apporte du bonheur au plus grand nombre.

Mais ne s'agit-il pas d'une offre culturelle en trompe l'œil ?

En effet, une politique publique de la culture, c'est :

- une politique au quotidien et non pas pour meubler une « période creuse »,
- une politique pour tous les publics et d'abord pour les plus défavorisés, les plus empêchés, sinon, qu'aurait de réellement publique une telle politique ?

Une véritable politique culturelle n'est pas un coup de com', mais une conviction de long terme dotée de moyens humains et matériels adéquats.

Or les services culturels qui sont les outils de cette conviction, musées municipaux ou départementaux, service culturel de la Ville, médiathèque sont appelés, par une baisse drastique des personnels et de leur qualification à mener leurs missions en « mode toujours plus dégradé ».

Sur la seule question de la lecture, « Arles se livre » est la forêt qui cache l'arbre exsangue de la lecture publique : annexes fermées dans les quartiers, bibliobus au fonctionnement inadapté aux besoins de la plus grande commune de France, personnel toujours plus réduit, non recrutement de professionnels...

Il est essentiel de réaffirmer, qu'il ne peut y avoir de démocratie culturelle et de pérennité de l'exception culturelle, sans reconnaissance de droits sociaux, sans développement de l'emploi stable et qualifié pour l'ensemble des travailleurs.

Le développement, le partage et l'accès de tous à la culture, tant celle qui s'élabore au travail que les œuvres du patrimoine, la création artistique et scientifique, sont les conditions essentielles de la réalisation d'une véritable démocratie culturelle.

Cela passe par des moyens permettant de développer et d'assurer le pluralisme des idées, la qualité et la diversité des contenus grâce à une véritable ambition pour la création.

L'accès à la culture et la pluralité culturelle nécessite un droit à la communication.

La culture est un enjeu, un élément constitutif du développement humain, moteur de la transformation sociale.